

CERTIFIÉ CONFORME



**FONDATION D'ENTREPRISE
BOUYGUES IMMOBILIER**

**ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS
AU 31 DECEMBRE 2024**

Siège social : 3, boulevard Gallieni - 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024

REGLES GENERALES

Les états financiers de la Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier ont été préparés conformément au règlement comptable de l'ANC 2014-03 (PCG), ainsi qu'au règlement comptable de l'ANC 2018-06 (relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base suivantes :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels

OBJET

La Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier a été créée le 21 février 2009 pour une durée initiale de 5 ans. En 2013, la Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier a vu l'engagement de Bouygues Immobilier reconduit pour une nouvelle période de 5 ans. En 2018, la Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier a vu l'engagement de Bouygues Immobilier reconduit pour une nouvelle période de 5 ans.

La Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier a pour objet de contribuer à rendre la ville plus humaine en mettant l'architecture et l'urbanisme au service de l'environnement et de la solidarité.

Ses missions s'articulent autour de deux axes principaux :

- les réflexions sur la ville durable de demain,
- les solidarités urbaines, notamment en renforçant le lien social au sein des quartiers.

ENGAGEMENTS FINANCIERS

Le programme d'action pluriannuel défini en 2023 par les fondateurs de la Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier s'élevait à un montant minimum de 240 000 € en 3 versements (3 versements de 80 000 € chaque année).

Le 22 juin 2023, le conseil d'administration de la Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier a décidé de proroger la durée de vie de la fondation pour 3 années. Un nouveau programme d'action pluriannuel a donc été adopté pour un montant minimum de 240 000 €.

COMPTES ANNUELS AU 31 DECEMBRE 2024

Cette somme correspond à des versements en numéraire et est versée par les fondateurs, qui s'y engagent, sur une période de cinq (5) années, selon l'échéancier suivant :

Versements	Montants des engagements - Échéancier		
	Au plus tard le 01/04/2024	Au plus tard le 01/04/2025	Au plus tard le 01/04/2026
	80 000,00 €	80 000,00 €	80 000,00 €

Ce montant pluriannuel est garanti par une caution mentionnée à l'article 6 des statuts, qui entrerait en vigueur en cas de non-versement du solde résiduel du PAP prévu pour la période 2023-2025.

A ces programmes, un apport complémentaire a été décidé pour 2024 de 70 000 € par les fondateurs de la Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier.

PERSONNEL

La Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier n'emploie pas de personnel.

ELEMENTS DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La Fondation bénéficie d'éléments de contributions volontaires en nature de la part de ses fondateurs (mise à disposition ponctuelle de personnel (comptabilité, juridique), assistance informatique) considérés comme non significatifs et non essentiels à la compréhension de l'activité de la Fondation.

ACTIVITÉ

La Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier a versé durant l'exercice 2024 une somme totale de 97 000 euros pour les actions suivantes :

Libellé de l'Actions	Montants
TICKET FOR CHANGE	40 000,00 €
FLUCTUATION	10 000,00 €
LA SOURCE DES SOURCES	10 000,00 €
LES JARDINS PEDAGOGIQUES	10 000,00 €
FETES DES LUMIERES	10 000,00 €
SMART	10 000,00 €
LES ARTS EN BALADE	7 000,00 €
TOTAL	97 000,00 €

BILAN

	31/12/2024 Brut	31/12/2024 Amortissements Dépréciations	31/12/2024 Net	31/12/2023 Net
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Immobilisations financières				
• Participations				
• Créances rattachées à des participations				
• Autres				
ACTIF IMMOBILISE				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances clients et comptes rattachés				
Créances diverses	2 513,47			
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	205 326,21		205 326,21	153 137,25
ACTIF CIRCULANT	207 839,68		207 839,68	153 137,25
Comptes de régularisation				
TOTAL ACTIF	207 839,68		207 839,68	153 137,25
			31/12/2024	31/12/2023
Fonds propres				
Ecart de réévaluation				
Réserves pour projets de l'entité			77 202,91	36 668,72
Report à nouveau				
Excédent ou déficit			305,80	40 534,19
Résultat en instance d'affectation				
Provisions réglementées				
FONDS PROPRES / Total des ressources non utilisées			77 508,71	77 202,91
Provisions				
Dettes financières				
Avances et acomptes reçus sur commandes				
Dettes d'exploitation			132 346,63	75 750,00
Dettes diverses			184,34	184,34
DETTES			132 530,97	75 934,34
CONCOURS BANCAIRES COURANTS ET SOLDES CREDITEURS DE BANQUES				
Comptes de régularisation				
TOTAL PASSIF			207 839,68	153 137,25

COMPTE DE RESULTAT

	31/12/2024	31/12/2023
CHIFFRE D'AFFAIRES		
Versements des fondateurs / « <i>apports des fondateurs</i> »	150 000,00	200 000,00
Autres produits		
Total des produits d'exploitation	150 000,00	200 000,00
Impôts, taxes et versements assimilés		
Autres achats et charges externes / <i>multiples postes de dépenses</i>	(37 694,20)	(79 465,81)
Aides financières octroyées / « <i>dépenses de mécénat</i> »	(112 000,00)	(80 000,00)
Dotations nettes aux comptes d'amortissements, de dépréciations et de provisions		
Total des charges d'exploitation	(149 694,20)	(159 465,81)
RESULTAT D'EXPLOITATION	305,80	40 534,19
Produits et charges financiers		
RESULTAT COURANT	305,80	40 534,19
Produits et charges exceptionnels		
Impôts sur les bénéfices / Intéressement		
EXCEDENT OU DEFICIT / « <i>report des ressources antérieures non utilisées</i> »	305,80	40 534,19



Carré Vert,
45, rue Kléber
92300 Levallois-Perret

Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au conseil d'administration de la Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation d'Entreprise Bouygues Immobilier relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres du conseil d'administration.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de

systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

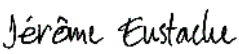
Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 30 juin 2025

Signé par :

7554BB361E9C450...

Jérôme Eustache

Associé

FONDATION D'ENTREPRISE BOUYGUES IMMOBILIER
3, boulevard Gallieni
92130 Issy-les-Moulineaux

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 30 JUIN 2025

Le trente juin deux mille vingt-cinq,
A 15 heures,

Les administrateurs de la FONDATION D'ENTREPRISE BOUYGUES IMMOBILIER se sont réunis au siège de la Fondation et en visioconférence. Assistent au Conseil :

- Emmanuel DESMAIZIERES, Président de la Fondation d'Entreprise BOUYGUES IMMOBILIER et Directeur Général de BOUYGUES IMMOBILIER,
- Caroline WEHBE, Directrice de la Communication de BOUYGUES IMMOBILIER,
- Thibault MARTINERIE, Directeur du Marketing stratégique de BOUYGUES IMMOBILIER,
- Olivia CONIL LACOSTE, Directrice RSE de BOUYGUES IMMOBILIER,
- Loïc FEL, Co-fondateur de Influence for good,
- Claire LAURENCE, Urbaniste et gérante de « Cultiver la ville »,
- Ophélie SZEZEPANEK, Contrôleur de gestion de BOUYGUES IMMOBILIER.

Est absent, excusé :

- Jean Marc BOUILLON, Fondateur de TAKAHE Conseil,

Le quorum étant atteint, le Conseil peut valablement délibérer sur les sujets à l'ordre du jour.

[...]

II. Approbation du rapport moral et financier

Cindy FRANCHITTO rappelle au Conseil que le projet de rapport moral et financier a été adressé à chaque administrateur de la Fondation.

Après échanges, personne n'ayant d'observation à formuler, le Conseil d'Administration adopte le rapport moral et financier 2024.

III. Arrêté des comptes au 31 décembre 2024

A la demande de Cindy FRANCHITTO, Ophélie SZEZEPANEK présente les comptes de la Fondation arrêtés au 31 décembre 2024.

Sur un budget global 2024 de 150 000 €, la Fondation a dépensé 149.694,20 €.

Au bilan :

Le solde annuel des ressources non utilisées s'élève à 305,80 €, soit un total des ressources non utilisées au 31/12/24 de 77 508,71 €. Les dettes fournisseurs sont nulles. Les disponibilités s'élèvent à 205.326,21 €.

Le total bilan s'élève à 207 839,68 €.

Au compte de résultat :

Le total des charges 2024 s'élève à 149 694,20 €.

Le total des apports s'élève à 150 000 €.

L'excédent de 305,80€ sera affecté au compte « report des ressources antérieures non utilisées ».

Après échanges, les comptes au 31 décembre 2024 de la Fondation d'Entreprise sont arrêtés et approuvés par le Conseil d'Administration, tels qu'ils ont été présentés.

IV. Présentation du rapport du commissaire aux comptes

Cindy FRANCHITTO donne la parole à Johanna DARMON, représentant le cabinet MAZARS, Commissaire aux Comptes.

Johanna DARMON précise que le rapport des commissaires aux comptes mentionne que « *les comptes annuels sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Fondation à la fin de l'exercice.* » Elle précise qu'elle n'a pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance des comptes annuels et des informations données dans le rapport moral et financier. Ils sont certifiés sans réserve.

[...]

Pour extrait certifié conforme

Le Président
Emmanuel DESMAIZIERES

